



## CIAS du 11 septembre 2013

### Intervention de Martine SIMON, responsable de la commission Budget (CGT) au nom des 8 Organisations Syndicales du CIAS

Nous nous sommes quittés début juillet en désaccord avec notre employeur état. L'annonce faite aux OS le 28 juin par le cabinet est inacceptable. Comment ce gouvernement peut-il demander aux représentants des personnels d'accepter une baisse drastique des crédits sociaux interministériels au projet de loi de finances 2014 et de supprimer des prestations ?

Nous tenons à rappeler que durant cette mandature, aucun exercice n'a permis d'obtenir des crédits disponibles à hauteur des crédits inscrits en Projet de LF. Des mesures de type amendement, mise en réserve sont venues rogner fortement les crédits inscrits en LF et ce ne sont pas les crédits "fonds de concours" et transferts en gestion attendus des établissements (ARS et MESR) qui ont rétabli le niveau des crédits disponibles.

Dans les années 2010/2011, lorsque la consommation n'atteignait pas le niveau des crédits disponibles, les mesures prises par le ministre du budget pour réduire l'enveloppe nous empêchaient de répondre aux besoins nouveaux (en particulier crèches et logements) mais n'avaient pas de forte incidence sur les prestations existantes servies aux agents. Mais lorsque en 2012, sous les efforts conjugués des représentants des personnels suivis par la DGAFP, la consommation réelle des crédits disponibles a atteint les 100% avec un nombre de bénéficiaires croissant, il n'en a plus été de même. Chacun attendait un signe de ce nouveau gouvernement en loi de finances 2013.

Contrairement aux attentes, le PLF 2013 a été inférieur à celui de 2012. Même en neutralisant les 10M€ de l'AMD, la LF 2013 et les réserves qui ont suivi n'ont pas permis au CIAS d'obtenir le niveau des crédits correspondants à la prévision de consommation en 2013, malgré le rebasage budgétaire d'une partie des crédits des établissements publics.

Il a fallu en début d'année, user de mesures "techniques" (sans incidence sur le périmètre de l'action sociale), comme réduire l'avance faite au prestataire du chèque vacances, décaler le lancement d'une opération de restauration... pour essayer de faire coïncider disponibilité et consommation. Et pourtant fin juin, 3.3M en CP et 8M en AE manquaient entre les ressources nettes programmées et la prévision d'exécution 2013...

Alors l'annonce faite par des conseillers du cabinet de Mme La Ministre relatif au budget 2014 de l'ASI qui devrait encore subir une baisse d'environ 16 à 19M, avait de quoi surprendre. Sans compter que de nouvelles coupes sombres et la mise en réserve parlementaire pourraient encore amoindrir les crédits du programme 148 voté.

Les propositions de la ministre sont uniquement comptables et donc inconcevables parce que marquées du sceau de l'ignorance des besoins des agents et des services et donc de leur non prise en compte....

Comment peut-on prévoir, par exemple, de supprimer l'aide à l'installation des nouveaux affectés qui a été mis en place en 1990 (sous Durafour), alors que les logements sociaux sont de plus en plus rares et inaccessibles aux agents de la FPE, sauf à vouloir à terme reconstruire des zones de service public où les agents ne voudront plus aller résider à la sortie des concours, parce qu'ils ne pourront pas accéder à une location trop onéreuse pour leurs revenus ? supprimer l'AIP est donc un non sens.

Comment peut-on prévoir aussi de supprimer la tranche d'aide minimale des CESU excluant 41% des bénéficiaires actuels, alors que la scolarisation des jeunes enfants a fortement reculé, que les insuffisances d'accueil en crèche sont criantes et que la garde d'enfants pèse lourdement sur l'emploi des femmes ? Et ce n'est pas la création, pour le CV, d'une tranche de bonification à 35% pour les jeunes agents qui sera capable d'endiguer le front de refus.

Et lorsque cette amputation des crédits sociaux s'ajoutent aux autres mesures relatives au pouvoir d'achat des agents tel le gel poursuivi de la valeur du point d'indice jusqu'en 2015 et la prévision d'une attaque des mécanismes de la carrière, ou relative à nos retraites etc... trop c'est trop !

Jamais encore un gouvernement ne s'était attaqué aussi fort à la politique d'action sociale qui servait plutôt d'étouffoir des luttes sociales et d'amortisseur social.

Nous disons que prendre la responsabilité de remettre en cause des prestations sociales existantes qui accompagnent les agents dans leur vie professionnelle et familiale et assurent une cohésion sociale dans les services est lourd de conséquences car elle aura des effets dévastateurs à court terme.

Par ailleurs, jamais l'état employeur n'aura contredit aussi vite le gouvernement en faisant le contraire de ce qu'il affiche. Conduire une politique volontariste en matière d'égalité femme/homme, annoncer la création de 100 000 places en crèches, afficher une volonté de conduire une politique de renforcement du logement social ou de la prévention de la dépendance des personnes âgées..., justifient pour le moins un engagement de l'état employeur en direction de ces agents. Il doit donner l'exemple et mobiliser tous les moyens nécessaires à une vraie politique d'action sociale en leur direction.

**La réduction drastique en 2014 des crédits sociaux dans la fonction publique de l'état et les propositions des conseillers sociaux du cabinet de Mme la Ministre LE BRANCHU sont inacceptables. Les organisations syndicales dans l'unité la plus totale condamnent et refusent ces mesures. Elles exigent le maintien des prestations sociales existantes ainsi qu'un budget qui tienne compte de leur évolution au regard des besoins des agents.**

En prévision du PLF 2013, les agents et leurs représentants au CIAS revendiquaient le changement et dès le CIAS de juin 2012, les OS proposaient que le plan triennal 2013-2015 soit la phase de reconstruction d'une politique d'action sociale plus collective et plus commune entre les agents.

Dans l'unité nous avons revendiqué une augmentation des crédits pour augmenter le nombre de bénéficiaires et réévaluer les prestations existantes pour qu'elles collent mieux aux besoins exprimés. Nous avons aussi avancé quelques mesures nouvelles à mettre en œuvre en direction des jeunes agents, relatives aux CV, aux nombres de berceaux à réserver en crèche, aux logements et une aide aux parents d'enfants étudiants.. et nous pensions qu'il fallait regarder de près l'accès aux prestations des "ultra-marins" en tenant mieux compte de leur niveau de rémunération etc.

Cette démarche revendicative unitaire a été formalisée par un projet de budget pour les années 2013/2014/2015, nous confirmons ces revendications qui cimentent la mobilisation des OS et des personnels.

De même dans l'unité nous avons revendiqué l'élaboration d'un texte opposable aux URSSAF pour sécuriser les prestations sociales, toutes les OS souhaitent connaître la rédaction avant parution.

Nous attendons que pour 2014, le gouvernement révise ces intentions budgétaires et nous espérons, M. le directeur, que vous allez nous confirmer le maintien des crédits sociaux et leur évolution.